

COMMUNIQUÉ - 06 décembre 2018

Notre pays, connaît depuis maintenant trois semaines un mouvement social important dans son expression et son ampleur.

Celui-ci manifeste une difficulté réelle, pour nombre d'entre nous, à vivre décemment et dans des conditions dignes. Il exprime un profond sentiment d'injustice, mais également de mépris, de non considération. Ce sentiment n'est pas nouveau, il s'accumule certainement depuis de nombreuses années. Il apparaît aujourd'hui dans toute sa force. Beaucoup de nos concitoyens ont du mal à vivre tout simplement dans une société qui propose beaucoup mais laisse bien des personnes au bord du chemin.

C'est un cri profond. Il est exprimé de bien des manières. Il doit être entendu.

Il nous appartient également de maintenir les conditions d'une vie en société qui assure l'essentiel pour chacun et ouvre un avenir. Nous connaissons l'importance des enjeux et des choix à faire pour que celui-ci demeure possible et serein non seulement pour notre pays ou pour l'Europe, mais pour notre planète en son entier.

Tout n'est pas possible. Des choix difficiles doivent être faits, avec les conséquences qu'il nous faut accepter d'assumer. Nous ne pourrions pas continuer à vivre comme nous avons vécu.

Nous sommes, ces jours, dans cette tension entre le cri exprimé et les choix à assumer. Cette tension est vive ; dans sa manière de se manifester on peut déplorer qu'elle ait amené à de la violence, de la dégradation, jusque dans le non-respect de symboles importants de notre pays.

Le malaise est exprimé. Des signes manifestent qu'il est entendu. Il importe en ces jours, de créer les possibilités d'une réflexion qui cherche ouvrir des chemins nouveaux pour notre société.

Il nous appartient en ce sens de veiller à ne pas créer les conditions qui favorisent une fois encore l'émergence d'une violence difficile ensuite à contrôler et qui produit des effets contraires à ce qui est recherché.

Il en va de la responsabilité de tous. Chacun de nous dans son attitude est appelé à la maîtrise, au refus de la violence, au dialogue pour construire une paix sociale. C'est aussi, je le pense, la responsabilité particulière des chrétiens.

A la veille de ce que l'on convient d'appeler l'acte IV de la contestation, je voudrais inviter chacun à mesurer l'enjeu des actes qu'il choisit de poser.

+ François Fonlupt

Evêque de Rodez et Vabres